REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 25 au 31 mai 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé : plan de riposte Covid-19.....2
- Réseau SEGA-One Health: Dons d'équipements médicaux de la COI
- IMPORTANT DON DE LA COI DANS LE CADRE DU PLAN DE RIPOSTE CONTRE LA COVID-19
- COVID-19 : Dons d'équipements médicaux de la Commission de l'océan Indien
- [Vidéo] Réseau SEGA-One Health: Dons d'équipements médicaux de la COI
- Santé : la COI fait don d'un appareil respiratoire à Maurice

1.2 Culture.....10
- Archives photographiques : Mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'Océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Sécurité maritme.....11
- Maritime security expected to increase in Seychelles' waters through agreement with US
- Plus de Rs 600 000 et 650 litres de fuel sur un hors-bord: la police soupçonne un trafic de drogue Maurice-Réunion

2.2 Culture.....14
- Seychellois officials optimistic as the moutya dance is considered for cultural heritage status

2.3 Economie..... 16
- La Banque de Maurice prévoit un projet pilote CBDC en 2021

2.4 Pêche.....17
- Accord de pêche : Séances de négociation avec l'Union européenne

2.5 Aviation.....18
- Transport aérien- Air Madagascar, au centre de bras de fer

2.6 Environnement.....19
- Environnement : Plastik'Akoz pour lutter contre la prolifération du platisque

2.7 Société.....21
- Océan Indien : des voyages encore compliqués par le Covid

Réseau SEGA-One Health: Dons d'équipements médicaux de la COI



La Commission de l'océan Indien (COI) a fait don, ce matin, d'équipements médicaux à Maurice sous le Réseau SEGA-One Health de la COI dans la lutte contre la COVID-19. Cette initiative qui est une première pour Maurice, découle également du soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE) à travers le projet de renforcement de la sécurité sanitaire au niveau régional.

La cérémonie de remise d'équipements s'est tenue au siège du ministère de la Santé et du Bien-être à Port-Louis en présence du ministre de tutelle, Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, et le secrétaire général de la COI, Prof. Vêlayoudom Marimoutou. Plusieurs autres personnalités étaient présents, notamment: l'ambassadeur de l'UE à Maurice, M. Vincent Degert ; l'ambassadrice de France, Mme Florence Caussé-Tissier ; et le directeur de l'AFD, M. André Pouillès-Duplaix.

Le don comprend un équipement médical de pointe connu par son acronyme ECMO pour la prise en charge de cas graves liés à la COVID-19. Il s'agit d'un appareil circulation sanguine extracorporelle visant à améliorer significativement la chance de survie des cas graves en soins intensifs.

Dans son allocution, le ministre a exprimé son gratitude envers la COI, l'AFD et l'UE pour ce don d'équipements dans le cadre du plan de riposte de la COI dans ce présent contexte difficile. Selon lui, les équipements serviront pour combattre la pandémie de la COVID-19 de manière efficace.

Il a également salué l'initiative du Réseau SEGA-One Health de la COI, qui œuvre dans la lutte contre la COVID-19 dans la région. Il a de plus rappelé que la vaccination demeure une lueur d'espoir et que l'accès aux équipements médicaux et aux vaccins doit se démocratiser.

Dr Jagutpal, a également rappelé l'initiative personnelle du Premier Ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, qui s'est engagé pour définir des stratégies adéquates en fonction de l'évolution de la situation sanitaire à Maurice. Cela démontre que la priorité des priorités demeure la santé et le bien-être de chaque citoyen à Maurice, a-t-il dit.

Le Secrétaire général de la COI a rappelé que ce don s'insère dans le cadre d'un partenariat avec l'AFD pour mettre en œuvre un plan de riposte régional contre la COVID-19. Il a d'emblée souligné que depuis plus d'une année la COI soutient ses Etats membres à travers le plan d'urgence et le plan de riposte soutenus par l'AFD.
En ce qui concerne Maurice, il a ajouté que la COI a engagé quelques 35 millions de roupies en termes de matériels médicaux. Il a également réitéré la vigilance dans un contexte où le monde entier fait face à la pandémie de la COVID-19. Il a souligné l'importance de sensibiliser la population en ce qui concerne les gestes barrières et à la responsabilité collective face à la pandémie de la COVID-19.

IMPORTANT DON DE LA COI DANS LE CADRE DU PLAN DE RIPOSTE CONTRE LA COVID-19

La Commission de l'océan Indien (COI) a remis au ministère de la Santé et du Bien-être de la République de Maurice des matériels et équipements médicaux. La cérémonie officielle de remise s'est tenue ce lundi 24 mai en présence de messieurs Kailesh Jagutpal, ministre de la Santé et du Bien-être, Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne, Madame Florence Caussé-Tissier, Ambassadrice de France.
Ce nouveau lot de matériels pour renforcer la riposte nationale contre la Covid-19 comprend notamment un équipement de pointe pour la prise en charge des cas graves : il s'agit d'un appareil circulation sanguine extracorporelle, connu par son acronyme ECMO, qui améliore significativement la chance de survie des cas graves en soins intensifs.
Au total, la COI en partenariat avec l'AFD à travers son initiative « Covid-19 – Santé en commun » a engagé près de 750 000 euros, soit plus de 35 millions de roupies en matériels au bénéfice de la République Maurice**.**
Cet important don de matériel médical se fait dans le cadre du plan de riposte de la C.O.I, contre la COVID-19.
Ce plan de riposte de la COI a bénéficié d'un don à hauteur de 4,5 millions € dans le cadre du projet RSIE3 (Réseau de surveillance et d'investigation épidémiologique). Cet appui conséquent a permis à la COI d'élaborer et de mettre en oeuvre son deuxième plan de riposte qui couvre les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

COVID-19 : Dons d'équipements médicaux de la Commission de l'océan Indien



La Commission de l'océan Indien (COI) a fait don, hier, lundi 24 mai, d'équipements médicaux à Maurice sous le Réseau *SEGA-One Health* de la COI dans la lutte contre la COVID-19. Cette initiative qui est une première pour Maurice, découle également du soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE) à travers le projet de renforcement de la sécurité sanitaire au niveau régional.

La cérémonie de remise d'équipements s'est tenue au siège du ministère de la Santé et du Bien-être à Port-Louis en présence du ministre de tutelle, Dr Kailesh Jagutpal, et le secrétaire général de la COI, Prof. Vêlayoudom Marimoutou. Plusieurs autres personnalités étaient présents, notamment: l'ambassadeur de l'UE à Maurice, Vincent Degert ; l'ambassadrice de France, Mme Florence Caussé-Tissier ; et le directeur de l'AFD, André Pouillès-Duplaix.

Le don comprend un équipement médical de pointe connu par son acronyme ECMO pour la prise en charge de cas graves liés à la COVID-19. Il s'agit d'un appareil circulation sanguine extracorporelle visant à améliorer significativement la chance de survie des cas graves en soins intensifs.

Dans son allocution, le ministre a exprimé son gratitude envers la COI, l'AFD et l'UE pour ce don d'équipements dans le cadre du plan de riposte de la COI dans ce présent contexte difficile. Selon lui, les équipements serviront pour combattre la pandémie de la COVID-19 de manière efficace.

Il a également salué l'initiative du Réseau *SEGA-One Health* de la COI, qui œuvre dans la lutte contre la COVID-19 dans la région. Il a de plus rappelé que la vaccination demeure une lueur d'espoir et que l'accès aux équipements médicaux et aux vaccins doit se démocratiser.

Dr Kailesh Jagutpal a également rappelé l'initiative personnelle du Premier Ministre, Pravind Jugnauth, qui s'est engagé pour définir des stratégies adéquates en fonction de l'évolution de la situation sanitaire à Maurice. *« Cela démontre que la priorité des priorités demeure la santé et le bien-être de chaque citoyen à Maurice »,* a dit le ministre.

Le Secrétaire général de la COI a rappelé que ce don s'insère dans le cadre d'un partenariat avec l'AFD pour mettre en œuvre un plan de riposte régional contre la COVID-19. Il a d'emblée souligné que depuis plus d'une année la COI soutient ses Etats membres à travers le plan d'urgence et le plan de riposte soutenus par l'AFD.
En ce qui concerne Maurice, il a ajouté que la COI a engagé quelques 35 millions de roupies en termes de matériels médicaux. Il a également réitéré la vigilance dans un contexte où le monde entier fait face à la pandémie de la COVID-19. Il a souligné l'importance de sensibiliser la population en ce qui concerne les gestes barrières et à la responsabilité collective face à la pandémie de la COVID-19.

[Vidéo] Réseau SEGA-One Health: Dons d'équipements médicaux de la COI



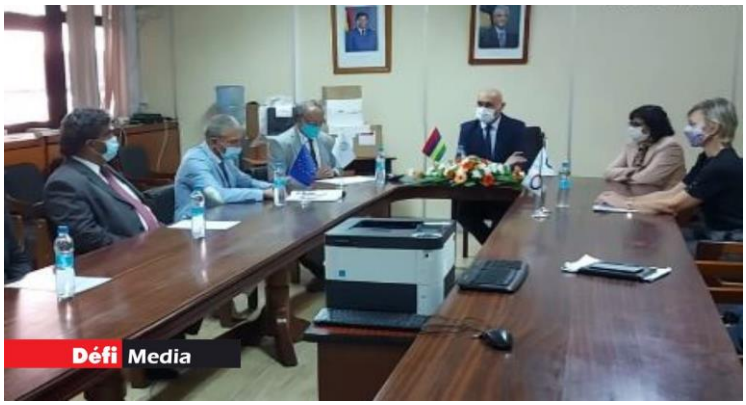
La Commission de l'océan Indien (COI) a fait don, ce matin, d'équipements médicaux à Maurice sous le Réseau SEGA-One Health de la COI dans la lutte contre la COVID-19. Cette initiative qui est une première pour Maurice, découle également du soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne (UE) à travers le projet de renforcement de la sécurité sanitaire au niveau régional.

La cérémonie de remise d'équipements s'est tenue au siège du ministère de la Santé et du Bien-être à Port-Louis en présence du ministre de tutelle, Kailesh Jagutpal, et le secrétaire général de la COI, Prof. Vêlayoudom Marimoutou. Plusieurs autres personnalités étaient présents, notamment: l'ambassadeur de l'UE à Maurice, Vincent Degert ; l'ambassadrice de France, Florence Caussé-Tissier ; et le directeur de l'AFD, André Pouillès-Duplaix.

Plus d'infos voire la vidéo ci-dessous :

- **https://www.youtube.com/watch?v=8Fq21RHwvX4**

Santé : la COI fait don d'un appareil respiratoire à Maurice



La Commission de l'océan (C.O.I) Indien a fait don d'un appareil respiratoire à Maurice sous le Réseau SEGA-One Health de la C.O.I dans la lutte contre la COVID-19. Cette initiative découle également du soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Union européenne.

Par le passé, la C.O.I a déjà fait des dons de masques de protection au pays, a indiqué le ministre de la Santé à la presse.
Lors de son intervention, le ministre Kailesh Jagutpal a souhaité que cette collaboration entre son ministère et la Commission de l'océan Indien continue.
La cérémonie s'est déroulée ce matin au siège du ministère de la Santé et du Bien-être à Port-Louis, en présence du ministre Kailesh Jagutpal, du secrétaire de la C.O.I, Vêlayoudom Marimoutou et de plusieurs personnalités notamment l'ambassadeur de l'Union européenne à Maurice, Vincent Degert.
Le directeur de l'AFD, André Pouillès-Duplaix était aussi présent à la cérémonie.

Plus d'infos cliquez ci-dessous :

- **https://www.commissionoceanindien.org/portfolio-items/rsie-4/**

La Gazette des Comores

ARCHIVAGE PHOTOGRAPHIQUE

Mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'océan Indien

Porté par l'Iconothèque historique de l'océan Indien (IHOI), soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et cofinancé par l'Union européenne (FEDER – INTERREG V OI) et par l'Etat français, un projet de mise en réseau iconographique de l'Océan indien est lancé. Il vise à partager sur une plateforme commune des images de partenaires du sud-ouest de l'océan Indien mus par l'objectif commun de collecter, numériser, décrire les fonds et les collections de leur pays. Après deux années dédiées au chantier de numérisation et de description des images, l'heure est désormais à la valorisation des images partagées par le biais d'outils numériques.

Proposée et développée par l'agence réunionnaise DOMOON, l'Iconoi.app est une application mobile (Smartphones et tablettes) embarquée, intuitive, immersive et ludique. Elle permet à quiconque dispose d'un appareil mobile de découvrir une sélection de 340 images historiques référencées issues du Mozambique, des Comores, des Seychelles, Madagascar, Maurice et La Réunion, partenaires du projet.

Cet outil gratuit est accessible en français, anglais et portugais depuis les stores du monde entier par téléchargement (IOS et Google Play). Une fois que l'on s'est localisé, il nous offre la possibilité de « découvrir » des images de notre pays, d'un pays au choix ou de parcourir en mode aléatoire les images contenues dans l'application. Le mode « jouer » nous invite à explorer minutieusement les images de manière à retrouver un extrait parmi une sélection de documents proposés.

Le mode « scanner » fait la part belle à la réalité augmentée. Dans ce dernier cas, deux possibilités : soit vous pouvez vous déplacer jusqu'au Centre National de la Documentation et de la Recherche Scientifique (CNDRS), soit vous vous rendez sur le site, www.iconoi.app, pour scanner les affiches de votre pays et jouer, cette fois, en réalité augmentée.

La mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'océan Indien donne à voir la mémoire iconographique de l'océan Indien. A la croisée des routes des peuples, dessins, aquarelles, estampes, peintures, photographies et cartes mettent en scène le kaléidoscope de l'humanité et de ses cultures. Légitimes gardiennes d'un patrimoine de plusieurs dizaines de milliers d'images, les institutions patrimoniales partenaires construisent ensemble un partenariat durable donnant à l'océan Indien toute sa part dans le mouvement mondial d'enrichissement de la connaissance.

C'est dans ce contexte que l'on peut affirmer que "Regarder le monde, c'est toucher à sa diversité". C'est sans aucun doute ce que nous montre l'Iconoi.app, le nouveau dispositif de médiation numérique conçu dans le cadre de la Mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'océan Indien. C'est le département audio-visuel et du musée du Cndrs ayant comme responsable Ahmed Mze Bacar et Tabibou Ali Tabibou, qui pilotent ce projet au niveau de notre pays.



Département audi-visuel Cndrs.

Mmagaza

La Gazette des Comores

Maritime security expected to increase in Seychelles' waters through agreement with US

By: **Betymie Bonnelame** | Views: 2707



File photo: Somali pirates surrender at sea when a US Navy ship approaches them, February 11, 2009 (Jason R. Zalasky, US Navy)

(Seychelles News Agency) - The **National Assembly** has approved the ratification of a bilateral agreement with the United States which supporters say will help increase surveillance capabilities in the Seychelles' waters.

Twenty-nine members voted this week to ratify the agreement on countering illicit transnational maritime activity, which was brought for a vote by the Leader of Government Business in the **National Assembly**, Bernard Georges.

When presenting the motion, Georges said, "Because our marine territory is so vast, and because we lack sufficient resources to police the entire territory, and because Seychelles is susceptible to pirate attacks, illegal, unreported and unregulated fishing, and as we just saw. We have a considerable drug problem within our territory, therefore to enhance our capacity with the possibility to control these things, the USA government and government of Seychelles entered into this agreement."

Under the agreement, Seychelles will provide whatever resources it has, while the U.S. will bring assets including vessels and surveillance aircraft, as well as the equipment and personnel towards strengthening policing within the region.

This will be done through the United States Coastguard and the Department of Homeland Security, and the Seychelles Ministry for Internal Affairs, and the Seychelles People's Defence Forces on the local front.

George explained that the United States' main objectives for the agreement are to combat piracy and the illegal drug trade, because it faces a major drug problem, and reduce the trafficking of arms, especially nuclear weapons and weapons of mass destruction, with Seychelles located in close proximity to nuclear territories.
As for the benefit for Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, with the US "policing our oceans, we have a direct benefit in terms of drug trafficking, in terms of illegal fishing, and it is estimated that Seychelles loses $7.5 million annually just through illegal fishing. At the same time, if we can curb the proliferation of mass destruction weapons and we can guard our territory against piracy, this is a good thing."
On his side, the Leader of the Opposition, Sebastien Pillay, said that the agreement is an important one for Seychelles, as it sets parameters for bilateral exchanges between the two countries.
He said, however, "there are important elements that we need to raise as a small country and this is the cost element associated with any involvement we have with a bigger and stronger force with bigger resources and can do a lot more than we can."
Pillay said the Seychelles' waters is rich with natural resources and it is for that reason that it needs to be protected but in a way that does not affect the island nation's sovereignty.
"What I would like to know is the cost and what this will bring for us and how we will ensure that this will not have an impact on us. We need to ensure that we get the best of this agreement and activities that are done jointly must bring tangible benefits for our country," he added.

Plus de Rs 600 000 et 650 litres de fuel sur un hors-bord: la police soupçonne un trafic de drogue Maurice-Réunion



L'argent, en euros, et les bidons de diesel ont été retrouvés sur le hors-bord.

Une réserve de carburant de 650 litres de diesel et une somme de 13 000 euros (environ Rs 624 000) ont été retrouvées sur un hors-bord, vendredi après-midi. La *Central Investigation Division* (CID) du port soupçonne que l'équipage se rendaient à la Réunion pour récupérer de la drogue. Le hors-bord de type *Legend* à deux moteurs, avec trois personnes à bord, a été intercepté à 15 milles nautiques au nord de Maurice par la *Harbour Security National Coast Guard* lors d'une patrouille au Coin-de-Mire. Les officiers ont constaté des irrégularités sur la plaque d'immatriculation qui n'était pas en règle avec la *Tourism Authority*. Ils ont donc soupçonné quelque chose de louche.

Un constable a demandé au skipper Michael Lahubarbe, 40 ans et habitant Grand-Gaube, de produire sa licence de skipper mais il a répondu qu'elle n'était pas en sa possession. Il était en compagnie d'un mécanicien de 34 ans, Alexandre Nicolas, et Melvyn Cassadin, un maçon de 19 ans, tous deux habitants de Cite CHA, Grand-Baie. Les officiers ont fait comprendre au skipper qu'un *pleasure craft* n'avait pas le droit de sortir en mer en raison des restrictions de la *Quarantine Act*. Questionné sur la raison de sa présence à 5 milles nautiques de la terre, il a répondu qu'il voulait essayer les moteurs en mer. **Suite de l'article**

Seychellois officials optimistic as the moutya dance is considered for cultural heritage status

By: **Sharon Ernesta** | Views: 1136



The rhythm for the dance is from a drum made with dried goatskin, which needs to be heated through an open fire before the drumming starts. (Gerard Larose, Seychelles Tourism Board)

(Seychelles News Agency) - Seychelles' moutya dance is now in the final stage of being considered as a world cultural heritage by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (**UNESCO**).

In a recent interview with SNA, a top official from the Culture Department said the island nation's dossier has made the list for final recommendation.

"**UNESCO** has informed us that technically the file is in order and has been put on a list to be considered as a world heritage. The list will be considered later in December, given the fact that the dance made the list is a positive sign and gives a lot of hope," said Julianne Barra the director general for Culture.

It was in 2018 that Seychelles, after trying and not succeeding twice before, for the third time submitted a dossier to get the dance recognised. The application to **UNESCO** was accepted. In 2019, the dossier was sent to the committee level where the application was thoroughly analysed and evaluated to see if 'moutya' can be considered as a heritage.

Moutya is a traditional dance similar to the sega. The rhythm for the dance is from a drum made with dried goatskin, which needs to be heated through an open fire before the drumming starts. The songs which accompany the dance are those that recount the hardship of everyday life. It is believed that the African slaves started the moutya.

In a past interview with SNA, Principal Secretary for Culture Cecile Kalebi explained that it is important for the Seychelles – 115 islands in the western Indian Ocean - to have a cultural heritage as currently there are two environmental World Heritage sites.

These are Vallee de Mai, a nature reserve on Praslin, the second-most populated island, where the endemic coco de mer grows in its natural state. The second site is the Aldabra Atoll - one of the largest atolls in the world,

home to the largest giant tortoise population in the world – the endemic Aldabra tortoises.
"Cultural heritages link us to our history and also place our country on the world map. Already our two national heritage sites give Seychelles a good name out there. Many people who follow these applications want to see it happen in the original country. It is also our aim to keep these things alive in order to attract tourists but also to make us proud as a nation," said Kalebi.
A hopeful and excited Barra told SNA: "If the moutya is considered it will be an exceptional honour. It will be the first time one of our traditional music, dance is protected. For now, we are protecting it nationally, but now it will be protected internationally, it will get its protection. And another thing is that Seychelles will get recognition everywhere. We can also get financial assistance to do other projects affiliated with moutya and us in Seychelles. We must continuously have national programmes to promote the moutya."

La Banque de Maurice prévoit un projet pilote CBDC en 2021



La Banque de Maurice vise le déploiement en fin d'année du projet pilote de monnaie numérique de la banque centrale (CBDC) de la nation insulaire, a déclaré mercredi le gouverneur de la banque centrale. S'exprimant lors du Consensus 2021 de CoinDesk, le gouverneur Harvesh Seegolam a déclaré que la République de Maurice était en train de finaliser ses documents de position sur une CBDC et publierait des « exemples concrets » de ses initiatives dans un proche avenir.

Alors que les discussions et les initiatives entourant les CBDC existent depuis un certain temps, l'approche suralimentée de la Chine en matière de déploiement d'une monnaie numérique nationale pourrait finir par accélérer le processus dans le monde entier, ont déclaré les panélistes au cours de la discussion. Le panel comprenait également Greg Medcraft, directeur de la Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE et Loretta Joseph, conseillère en technologies financières à la commission des services financiers de Maurice. « Les CBDC seront là pour compléter et combler les lacunes que le système monétaire traditionnel n'est pas en mesure de combler », a déclaré Harvesh Seegolam.

Les banques centrales du monde entier ont indiqué qu'elles examinaient peut-être la possibilité de numériser leurs monnaies fiduciaires, mais des préoccupations concernant la conformité, la sécurité et la confidentialité ont également préoccupé les banquiers centraux et les partisans de la monnaie numérique alors qu'ils évaluent les avantages et les pièges possibles les banques établissant une relation financière directe avec leurs citoyens.
Suite de l'article

Accord de pêche : Séances de négociation avec l'Union européenne



Les ressources marines malgaches intéressent davantage les opérateurs étrangers.
Madagascar compte défendre ses intérêts, dans le cadre de l'Accord de pêche à conclure avec l'Union Européenne. Le rapport du Conseil des ministres du 26 mai dernier a noté que l'État malagasy est représenté par le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, ainsi que par l'APMF (Agence Portuaire Maritime et Fluviale), durant les négociations avec la délégation de l'Union européenne, pour la révision de l'Accord de pêche sur les ZEE (Zone économique exclusive). Des discussions se sont tenues les 27 et 28 mai derniers. Pour la partie malgache, les objectifs cités consistent à faire respecter la souveraineté nationale de Madagascar dans les zones de pêche marines malgaches ; à promouvoir le développement du secteur de la pêche ; à réviser les conditions fiscales des activités des bateaux de pêche européens suivant le nouveau régime fiscale défini lors du Conseil des ministres du 2 mai 2021, relatif à la redevance à charge des armateurs ; ainsi qu'à limiter le nombre de bateaux autorisés à opérer dans les zones marines malgaches. À noter que les accords de pêche entre Madagascar et l'Union européenne régissent les activités des navires européens dans la ZEE. Révisés à plusieurs reprises depuis plus de trois décennies, ces accords s'inscrivent dans une optique gagnant-gagnant, pour les deux parties.
Antsa R.

Transport aérien – Air Madagascar, au centre d'un bras de fer

29 mai 2021 Commenter L'Express de Madagascar 1 597 Vues 2 minute(s) pour lire

La mise au chômage technique du personnel d'Air Madagascar fait des vagues. Les employés contestent cette décision prise par le CA.

Les employés d'Air Madagascar se rebiffent. Sous la menace d'un chômage technique, ils avancent des arguments tout aussi pointilleux, sinon acérés, pour ébranler, faire vaciller la conviction des membres du Conseil d'administration et de la direction générale. Pour eux, « cette sanction va frapper tout le personnel. Alors que les quinze directeurs et les chefs de département vont y échapper. Eux qui sont les mieux rémunérés en termes de salaires et d'indemnités ». Ils enfoncent les clous.

« Nous n'avons jamais été consultés pour élaborer un canevas de sauvetage. Par ailleurs, une dépense folle a été engagée pour la conception du Business plan de redressement dont personne ne sait le contenu, et tout le monde ignore les vrais objectifs. Même ceux qui l'ont conçu. Au chapitre des gaspillages, pourquoi louer de voitures de transport du personnel à des sociétés qui offrent les tarifs le plus onéreux ? Pour toutes ces raisons et bien d'autres, nous suggérons de réduire les coûts d'exploitation autant que possible, de ne prendre que la moitié des salaires pour tous, au lieu d'un licenciement déguisé, et de mettre en place une stratégie bien ficelée, réaliste et pragmatique afin de remettre à flot la compagnie ».

Environnement : Plastik'Akoz pour lutter contre la prolifération du platisque



Cinq acteurs locaux se mobilisent dans la lutte contre l'usage du plastique et la protection de l'environnement en lançant l'association Plastik'Akoz. Antenne Réunion, le Crédit agricole de La Réunion, EDF Réunion, E.Leclerc Réunion et Suez RV Réunion s'engagent à "réduire leur impact environnemental" indique Plastik'Akoz. L'association soutient la première opération "No Plastic challenge" initiée par l'association "No plastic in my sea". Vous pouvez y participer jusqu'au 15 juin 2021. Cette opération "doit permettre de sensibiliser les consommateurs, entreprises, collectivités, associations et établissements scolaires à un usage plus raisonné du plastique" indique l'association Plastik'Akoz dont nous publions le communiqué ci-dessous. (Photos : Plastik'Akoz)

Les chiffres sont implacables. A La Réunion, 21 249 tonnes de plastiques ont été importées et consommées en 2020, dont un tiers à usage unique. 3500 tonnes ont été collectées, traitées puis exportées en Asie pour être valorisées et les deux décharges de La Réunion seront saturées d'ici la fin de l'année 2021. C'est face à cet accablant constat que cinq acteurs locaux ont décidé de se mobiliser.

Le 7 juillet 2020, Antenne Réunion, le Crédit agricole de La Réunion, EDF Réunion, E.Leclerc Réunion et Suez RV Réunion ont acté la création de l'association Plastik'Akoz. Conscients de l'urgence écologique provoquée par l'utilisation généralisée et massive du plastique, ces cinq acteurs s'engagent ainsi à agirde manière concrète en accompagnant des projets territoriaux et adaptés visant à lutter contre ce fléau environnemental.

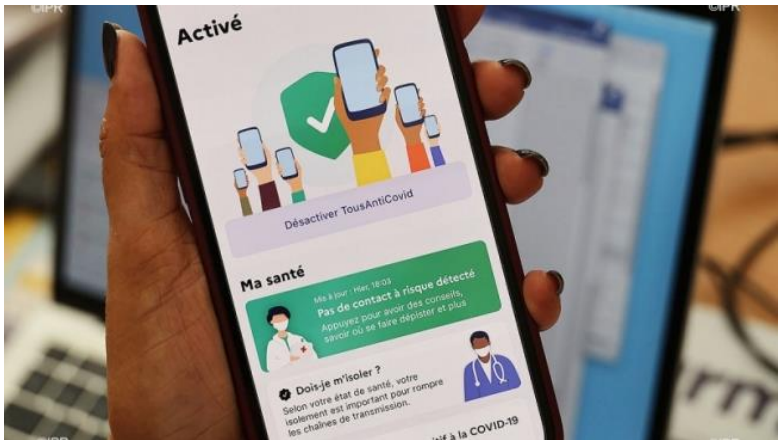
- 5 acteurs engagés à réduire leur impact environnemental -

Plastik'Akoz c'est d'abord une charte d'engagement aux bonnes pratiques à mettre en œuvre dans son entreprise. Les cinq acteurs locaux à l'initiative de Plastik'Akoz ont décidé de s'engager directement à réduire leur impact environnemental en modifiant leur fonctionnement interne. Antenne Réunion, le Crédit Agricole de La Réunion, EDF Réunion, E. Leclerc Réunion et Suez RV Réunion s'engagent à :

-supprimer progressivement le plastique à usage unique ;
-réduire, gérer et trier leurs déchets de manière à ce qu'ils suivent les filières appropriées et existantes sur le territoire ;
-impliquer leurs collaborateurs pour en faire les premiers ambassadeurs de la cause ;
-réaliser des achats plus responsables sur le territoire, embarquant ainsi leurs partenaires et fournisseurs dans cette démarche.

Suite de l'article

Océan Indien : des voyages encore compliqués par le Covid



Alors que les questions de voyages et réouverture des frontières sont sur toutes les bouches, qu'en est-il dans la zone océan Indien ? Le Covid-19 modifie nos possibilités de circuler. Tour d'horizon de la situation sanitaire et des possibilités de voyages entre les différents territoires de la zone. (Photo d'illustration rb/www.ipreunion.com)

• Maurice

L'île Maurice a annoncé que ses frontières resteront finalement fermées jusqu'au 30 juin. Alors qu'elles devaient rouvrir en mai, la situation sanitaire du territoire, encore instable, pousse l'île soeur à prendre toutes les précautions nécessaires. Les passagers devront être munis d'un test PCR négatif entre 5 à 7 jours avant d'embarquer vers l'île. Ils devront aussi s'engager à réaliser une quatorzaine obligatoire en chambre puis 7 jours d'isolement.

• Madagascar

Madagascar pour sa part a un peu allégé les conditions d'entrée sur son sol. Selon RFI, il a été décidé le 12 mai dernier de délivrer une "autorisation dérogatoire" pour certaines catégories de personnes comme les fonctionnaires, les athlètes ou encore les diplomates. Il faudra alors s'engager à réaliser huit jours d'isolement et deux tests PCR : un à l'arrivée et un à la fin de cet isolement. Pour rappel, Madagascar a fermé ses frontières faisant face à une deuxième vague de coronavirus créée notamment par le variant sud-africain.

• Les Seychelles

Aux Seychelles, l'épidémie repart, alors que l'archipel se préparait à accueillir à nouveau les touristes. Le pays a pourtant vacciné plus de 60% de sa population. Les chiffres révélés la semaine dernière faisaient état

2.858 cas pour 100.000 habitants, selon l'AFP. Ainsi, le ministère des Affaires étrangères indique qu'il est "à ce stade fortement déconseillé de se rendre aux Seychelles" étant donné le "taux d'incidence en forte hausse et des capacités médicales limitées" sur le territoire.

Suite de l'article